

Nous venons d'apprendre que l'Iraq a rouvert sa frontière avec la Jordanie et qu'un certain nombre de personnes déplacées la traversent. D'après nos renseignements, leur nombre est encore limité, du moins du point de vue des Jordaniens. Le nécessaire a été fait, mais nous continuons à suivre les événements et, si une aide supplémentaire s'imposait, il va de soi que le Canada sera disposé à la fournir.

Un autre événement s'est produit ces derniers jours. En effet, de plus en plus d'avions de combat iraqiens se sont réfugiés en Iran; il y en aurait une centaine, selon certaines sources. Est-ce pour protéger temporairement ces avions que les pilotes iraqiens les ont amenés en Iran ou cela a-t-il été fait sans motif cohérent? Nous ne pouvons répondre que par des hypothèses et je dois dire que nous ne sommes pas encore fixés là-dessus. En revanche, nous croyons l'Iran lorsqu'il nous assure qu'il maintiendra ces avions au sol pour la durée du conflit et qu'il ne permettra pas que son territoire soit utilisé pour des actions hostiles.

Un certain nombre de propositions visant à mettre fin aux hostilités par l'entremise d'un cessez-le-feu plus ou moins immédiat ont été présentées à la fin de la semaine passée. Certaines l'ont été par des pays agissant à titre individuel, d'autres par le biais de l'ONU, une autre encore par un groupe du Mouvement des non-alignés.

Je dois dire que nous ne voyons aucun inconvénient à ces efforts d'autres pays, et qu'en fait, toute proposition qui offrirait une réelle possibilité d'écourter cette guerre et d'épargner des vies serait accueillie favorablement par le Canada et les autres États, à condition, toutefois, qu'elle oblige l'Iraq à se plier aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il est malheureusement instructif que toutes les propositions de cessez-le-feu dont nous sommes conscients -- par exemple celle de l'Algérie et celle de l'Inde -- se soient avérées irréalisables pour la simple et bonne raison qu'elles se fondaient toutes sur le retrait de l'Iraq du Koweït, et que Saddam Hussein continue à faire résolument la sourde oreille. Avant la période établie par les Nations Unies, Saddam Hussein a dit non à M. Baker et non à M. Perez de Cuellar. La pratique se poursuit : les initiatives proposées par l'Inde, par l'Algérie et par d'autres continuent de se heurter au même non.

S'il continue de laisser croire qu'il s'accrochera au Koweït jusqu'à ce qu'il en soit délogé par la force, Saddam Hussein réduira de beaucoup les possibilités d'une